

PRÉCIS

L'ÉTAT DE L'INFRASTRUCTURE EN AUSTRALIE: LE BULLETIN DU QUEENSLAND 2004

Le bulletin est devenu un outil populaire permettant de surveiller et d'évaluer les progrès réalisés dans un secteur particulier au cours d'une période donnée. Les organisations non gouvernementales et professionnelles utilisent également ces bulletins pour sensibiliser les gens et recommander des changements. L'Institute of Engineers australien et l'American Society of Civil Engineers publient régulièrement des bulletins sur l'état des infrastructures publiques afin d'évaluer et de suivre l'état des infrastructures dans leurs pays respectifs.

Contexte

L'Engineers Australia (EA, anciennement connu sous le nom d'Institute of Engineers, Australia) a publié son premier bulletin national sur les infrastructures en 2000. Le document, intitulé [A Report Card on the Nation's Infrastructure](#), fait l'examen de l'état des routes, des ponts, des voies ferrées, ainsi que des réseaux d'aqueduc et d'égout. Un rapport national approfondi a ensuite été publié en 2001 et en 2002, l'EA a commencé à préparer des bulletins particuliers pour les États et les territoires de l'Australie, d'abord avec le [New South Wales \(NSW\) Report Card de 2003](#). Ce bulletin contient des renseignements sur la situation concernant la gouvernance de l'infrastructure, les tendances du secteur, le niveau de service, le financement et les investissements, la gestion des biens, les répercussions environnementales et économiques, les questions de sécurité et les besoins futurs, et fournit une explication concernant la note accordée à chaque catégorie. Le [Queensland Infrastructure Report Card](#) est le deuxième rapport de cette série. Dans ce document, on attribue une note à la qualité des routes, des voies ferrées, des ports de mer, des infrastructures liées à l'eau et aux eaux de pluie, de l'approvisionnement en électricité, de l'infrastructure gazière et de l'infrastructure liée aux télécommunications à l'échelle de l'État. Chaque secteur est évalué en fonction d'une série de paramètres utiles comme l'état de l'infrastructure, la disponibilité et la fiabilité de l'infrastructure, la gestion des biens, la durabilité (sur les plans économique, environnemental et social) et la sécurité. On a consulté divers intervenants aux fins de l'étude, y compris des propriétaires et des exploitants d'infrastructures, des associations d'industries, des groupes d'experts et des membres de l'Engineers Australia.

Principales constatations

L'infrastructure du Queensland est bien classée comparativement au classement obtenu dans le cadre du bulletin national de 2001 et par rapport au *New South Wales Report Card* de 2003. Elle a obtenu une note inférieure dans seulement deux catégories: l'état des routes et l'électricité. On a attribué la note C+ aux routes des États ruraux en raison du manque de données cumulatives à l'échelle de l'État sur l'état et la durabilité des routes. Les préoccupations particulières comprennent les systèmes de gestion des biens laissant à désirer dans les administrations locales des régions rurales, l'incertitude concernant le financement futur des routes nationales et la sécurité sur les routes des

régions rurales. Dans le rapport, on attribue une faible note aux routes des États urbains en raison du manque d'engagement à l'égard d'un financement convenable et de la planification intégrée. Dans les régions urbaines, la congestion est un problème qui s'aggrave et qui se traduit par des temps de déplacement imprévisibles et souvent longs. D'après le [State Infrastructure Plan for Queensland](#), on évalue à 4,8 milliards de dollars¹ les retards en ce qui concerne la réfection et l'entretien des routes contrôlées par l'État.

On a attribué la note D+ à l'approvisionnement en électricité, soit une note nettement inférieure à la note B- accordée à l'échelle nationale. Même si l'infrastructure liée à la production et au transport de l'électricité a obtenu une bonne note, le rapport indique que la capacité et la fiabilité du réseau de distribution soulèvent de « sérieuses préoccupations ». La note globale montre bien l'importance de l'infrastructure de distribution dans l'ensemble du réseau puisque la capacité de produire l'électricité a peu d'importance s'il n'y a aucune façon de la transporter.

Pertinence pour Infrastructure Canada

Bon nombre des recommandations figurant dans le rapport sont vraiment pertinentes dans le contexte canadien. Le Canada est confronté à de nombreux problèmes semblables à ceux qui se posent en Australie en ce qui concerne la mise en place d'infrastructures publiques, y compris le vieillissement des infrastructures, un important déficit au chapitre du financement de l'infrastructure, le manque de planification à long terme, la coordination et l'intégration parmi les ordres de gouvernement et des tendances démographiques similaires, p. ex. l'urbanisation et le vieillissement de la population.

Même si les infrastructures du Queensland sont généralement en meilleur état que celles des autres régions de l'Australie, le rapport indique que des améliorations significatives doivent être apportées dans tous les secteurs si l'État veut continuer à répondre à ses besoins actuels et futurs en matière d'infrastructure. L'étude présente plusieurs obstacles majeurs à la mise en place d'infrastructures, ce qui comprend le manque de coordination entre les sphères gouvernementales², l'absence de plans d'infrastructure à long terme et l'importance généralement faible accordée à l'infrastructure dans les budgets.

Le *Queensland Infrastructure Report Card* de 2004 présente un certain nombre de recommandations visant à permettre de surmonter ces obstacles, notamment:

- De mettre sur pied un conseil consultatif sur l'infrastructure dont le mandat consisterait à fournir au gouvernement des résultats de recherche détaillés sur l'infrastructure, ainsi que des recommandations sur les lacunes au chapitre des infrastructures, l'établissement des priorités et les options de financement.
- De baser la planification et la mise en place des infrastructures sur la planification intégrée de l'utilisation des terres et mettre l'accent sur les questions de durabilité et l'établissement des tarifs de façon rentable.

¹ En dollars australiens.

² Semblables à celles du Canada; il y a trois ordres de gouvernement en Australie - Commonwealth (ou fédéral), les États et les administrations locales.

- Étant donné qu'une grande partie de la population de Queensland demeure dans les régions urbaines ou près de celles-ci, le gouvernement fédéral devrait contribuer directement au financement et à la planification des infrastructures urbaines.

En particulier, le rapport indique que la coordination entre les gouvernements constitue un obstacle majeur à la mise en place efficace des infrastructures en Australie. Les organisations canadiennes, comme la Fédération canadienne des municipalités, ont également déterminé qu'il est nécessaire d'avoir une plus grande coordination et une meilleure coopération entre les divers ordres de gouvernement afin de résoudre les problèmes sérieux en matière d'infrastructure auxquels sont confrontées les collectivités canadiennes. Dans le cadre du Nouveau pacte pour les villes et les collectivités, le gouvernement du Canada a pris des mesures significatives pour que les intervenants municipaux soient des partenaires et contribuent à trouver des solutions à ces problèmes de longue date.

Le gouvernement canadien a également reconnu qu'il est nécessaire d'avoir de bien meilleures connaissances sur l'état de l'infrastructure au Canada et que cela est essentiel à l'élaboration de politiques et à la prise de décisions durables et stratégiques dans le domaine de l'infrastructure. La Stratégie de recherche d'Infrastructure Canada et les initiatives comme la Table ronde de recherche horizontale sur l'infrastructure sont mises sur pied pour faciliter et favoriser la recherche coopérative ciblée sur l'état des infrastructures publiques au Canada. Comme le démontre le *Queensland Infrastructure Report Card*, le Canada et l'Australie sont confrontés à des problèmes d'infrastructure communs, et comme le prouvent les expériences des deux pays, les stratégies visant à moderniser les infrastructures publiques doivent être axées non seulement sur les mécanismes de financement, mais également sur les façons d'encourager et de faciliter la recherche et la collaboration.